

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR

Index : MDE 24/077/2012

14 septembre 2012

Les pays voisins de la Syrie doivent permettre aux réfugiés bloqués aux frontières de se mettre en sûreté

Les États voisins de la Syrie doivent veiller à ce que les réfugiés bloqués à leur frontière avec ce pays puissent se mettre à l'abri.

Amnesty International a écrit aux autorités turques et irakiennes, leur demandant d'ouvrir tous les points de passage à la frontière avec la Syrie aux réfugiés qui fuient l'escalade de la violence dans ce pays. La Turquie comme l'Irak continuent de retarder l'entrée des réfugiés sur leur territoire, les empêchant ainsi de se mettre en sécurité.

Amnesty International salue les efforts consentis par tous les pays voisins pour accueillir un grand nombre de réfugiés et reconnaît la lourde responsabilité qu'endossent ces États pour apporter une aide et une protection si nécessaires. Elle demande à la communauté internationale de s'impliquer davantage pour soutenir ces efforts, en répondant généreusement aux appels de fonds, comme le souligne le Plan d'action régional pour les réfugiés syriens des Nations unies.

D'après le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), plus de 250 000 personnes ayant fui la Syrie depuis mars 2011 ont été enregistrées en tant que réfugiés ou attendent de l'être dans les pays voisins que sont la Turquie, l'Irak, la Jordanie et le Liban – et ce nombre ne cesse d'augmenter. On estime que bien d'autres réfugiés syriens sont entrés dans ces pays, sans être recensés.

Les réfugiés bloqués à la frontière entre la Turquie et la Syrie

D'après les informations qu'a reçues Amnesty International, plus de 10 000 personnes coincées en Syrie, près de la frontière turque, non loin des provinces de Kilis et Hatay, attendent de pouvoir entrer en Turquie.

À la connaissance d'Amnesty International, de petits groupes de personnes sont autorisées à franchir la frontière pour entrer en Turquie et sont transférées dans des camps ; cependant, en raison de retards considérables dans la procédure de « *filtrage* » (procédure spéciale de sélection des réfugiés) et l'enregistrement, des milliers demeurent coincées du côté syrien depuis la fin du mois d'août. Selon certaines informations, ces personnes ont reçu une aide de première nécessité, notamment de la nourriture et de l'eau.

Amnesty International reconnaît qu'il est nécessaire de mettre en place des mécanismes efficaces de « *filtrage* » et d'enregistrement pour les nouveaux Syriens qui arrivent en Turquie. Cela permet non seulement d'apporter des garanties en matière de sécurité générale, mais aussi de préserver le caractère civil et humanitaire des camps de réfugiés et de demandeurs d'asile. Toutefois, il importe de respecter ces règles de façon à ne pas mettre en danger la vie ou la sécurité des personnes qui tentent de fuir la Syrie, conformément aux obligations qui incombent à la Turquie au titre du droit international.

Par ailleurs, Amnesty International est consciente des défis logistiques inhérents au fait de devoir accroître la capacité des camps pour héberger un très grand nombre de personnes qui fuient la Syrie et viennent chercher refuge en Turquie.

Dans son courrier aux autorités turques, l'organisation a de nouveau fait part de son inquiétude concernant la très grande proximité des camps de réfugiés accueillant des Syriens avec la frontière syrienne. En avril 2012, des réfugiés du camp de Kilis et alentour auraient été blessés par des balles perdues lors d'affrontements qui ont eu lieu en Syrie. La proximité des camps avec la frontière syrienne représente une grave menace pour la sécurité des personnes qui y vivent et elles doivent être réinstallées à une distance plus sûre. Par ailleurs, Amnesty International a une nouvelle fois demandé que les organisations de défense des droits humains et les organisations de la société civile puissent se rendre dans les camps, afin de contrôler de manière indépendante les conditions de vie et de s'entretenir avec les réfugiés.

Les réfugiés bloqués du côté syrien du point de passage frontière d'al Qaem

À la connaissance d'Amnesty International, les points de passage frontière d'al Waleed et de Rabhia entre l'Irak et la Syrie restent ouverts. Cependant, celui d'al Qaem est fermé aux personnes fuyant la Syrie depuis le 16 août ; plusieurs centaines de personnes seraient bloquées du côté syrien de ce passage frontière.

Des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et d'autres atteintes aux droits humains sont commis sur une grande échelle en Syrie, et les civils sont touchés de plein fouet. Les obstacles et les retards qui empêchent les réfugiés de se mettre à l'abri les exposent au risque de subir de graves atteintes aux droits humains, en violation du droit international.

Amnesty International appelle les États voisins de la Syrie à maintenir leurs frontières ouvertes pour les personnes qui cherchent à échapper au conflit syrien. Les pays de la région et du monde ne doivent contraindre personne à retourner en Syrie. En outre, la communauté internationale se doit de répondre généreusement, et de toute urgence, aux appels de fonds destinés à secourir les réfugiés syriens se trouvant dans la région, dans un esprit de solidarité et de partage des responsabilités.